

La Stasi au cœur du procès de Carlos

lundi 28 novembre 2011

La cour d'assises spéciale, qui juge Ilich Ramirez Sanchez, dit Carlos, depuis le 7 novembre pour quatre attentats commis en France en 1982 et 1983 (11 morts et 150 blessés), passera cette semaine du monde des espions aux coulisses de la politique, puisqu'elle devrait entendre aussi trois collaborateurs de François Mitterrand, président de la République à l'époque des faits.

Carlos, qui conteste l'utilisation des archives de la Stasi dans son procès va donc de nouveau pouvoir disserter longuement sur ces écoutes qu'il qualifie de « bidon ». Mais les faits s'annoncent d'ores et déjà têtus, contre lui. Selon l'accusation, il aurait en effet perpétré ces attentats car son organisation menait une « sale guerre privée » contre la France afin d'obtenir d'elle la libération du Suisse Bruno Breguet et de l'Allemande Magdalena Kopp, qui était alors la compagne du chef terroriste.

Selon plusieurs documents tirés des archives de la Stasi, l'avocat français Jacques Vergès aurait ainsi été en contacts officieux avec des émissaires du ministre de l'Intérieur Gaston Defferre et du Premier ministre Pierre Mauroy pour le compte de Carlos, dans le but d'obtenir la libération de Kopp et Breguet parce que leur arrestation faisait craindre des représailles contre la France.

Ces émissaires présumés sont convoqués à la barre demain et jeudi : il s'agit de Roland Kessous, conseiller juridique de Gaston Defferre, Louis Joinet, conseiller de Pierre Mauroy, et Jean-Claude Colliard, directeur de cabinet de François Mitterrand.

L'échec de ces pourparlers expliquerait alors les attentats des 29 mars et 22 avril 1982, respectivement dans le train Capitole Paris-Toulouse -attentat qui avait fait 5 morts et 28 blessés- et au siège d'un journal arabe, rue Marbeuf à Paris, ainsi que les deux autres attentats de 1983.

La dépêche du Midi - 28 novembre 2011
